

L'Humanité *rouge*

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 370
mardi 18 novembre 1975

RAMBOUILLET OU LA MISE EN SCÈNE

Rien ne nous aura été épargné sur la réunion des chefs de file des plus riches pays capitalistes de l'Ouest et du Japon, ni le temps passé par ces messieurs à table, ni les petits problèmes de Ford, ni même la messe à laquelle ont assisté Ford, Aldo Moro et Giscard d'Estaing.

Bref tout a été mis en œuvre pour que l'opinion publique française et internationale attache de l'importance à la réunion de Rambouillet en principe destinée à décider des mesures communes aux pays présents face à la crise.

C'est qu'en réalité cette réunion avait beaucoup plus un caractère de mise en scène politique que de réunion de travail économique.

D'ailleurs qui peut croire que tous ces dirigeants capitalistes sont en mesure de juguler la crise, la plus grave de leur système depuis 1945 ?

S'ils ont été incapables de l'éviter, cette crise, c'est que précisément les lois du capitalisme les dépassent, alors comment maintenant que cette crise bat son plein pourraient-ils modifier la situation. Modifier la situation, enrayer l'inflation, supprimer le chômage, ça ils ne le peuvent pas.

Par contre stopper d'avance l'essor des luttes révolutionnaires des masses ouvrières et paysannes, ils s'imaginent pouvoir le faire... au prix de quelques promesses comme d'habitude.

Or quelle « promesse » plus crédible que cette assemblée des « plus puissants » qui sont satisfaits et optimistes.

L'important c'est d'arriver à faire patienter les peuples et de se maintenir au pouvoir sur le plan intérieur mais aussi sur le plan international.

Car les pays du tiers monde en ont assez de s'enfoncer dans la misère au profit d'une poignée de riches capitalistes. En particulier le tiers monde s'indigne à juste titre des conséquences désastreuses de l'inflation américaine étendue au monde entier et se dresse dans la lutte comme l'ont fait les pays arabes avec l'arme du pétrole.

Le grand problème pour les pays capitalistes aujourd'hui c'est donc de calmer les peuples du monde. Rambouillet c'est ça. Gageons que ce sera un nouvel échec.

OLP et juifs antisionistes dénoncent le racisme sioniste



Représentant en France de l'Organisation pour la libération de la Palestine, Ezzedine Kalak prend la parole dimanche soir à Paris, salle de la Mutualité.

Tandis que l'Organisation de libération de la Palestine poursuit son action pour l'expulsion de l'État raciste d'Israël de l'ONU, et que dans les pays occidentaux tous les moyens de propagande bourgeois sont mis au service du sionisme israélien, en Cisjordanie occupée voilà maintenant dix jours que les manifestations de la population palestinienne se multiplient contre les projets de renforcement de l'oppression administrative des occupants.

A Paris, un vibrant meeting s'est tenu à l'initiative d'organisations d'étudiants arabes pour saluer le premier anniversaire de l'entrée de l'OLP à l'ONU.

Fait marquant dans la situation actuelle le représentant de l'OLP, Ezzedine Kalak, a pris la parole de la même tribune qu'une Arabe libanaise de la communauté juive de Beyrouth qui devait en termes très vifs dénoncer l'imposture criminelle du sionisme. Et également un message de Juifs antisionistes devait être lu à la tribune manifestant clairement qu'être Juif ou d'origine juive c'est une chose, être sioniste une autre.

(Lire des extraits des interventions de l'OLP et de la militante libanaise en page 8)



ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS

NON A LA REPRESSION FASCISTE, NON AUX MANIPULATIONS!

Jeudi 13 novembre à 15 heures, la direction des AGP avait convoqué les organisations syndicales pour discuter des revendications avancées par les grévistes ; lors de la réunion la direction refusa catégoriquement de parler de ces revendications. Devant cette attitude les délégués CGT et CFDT de l'entreprise quittèrent la salle et y retournèrent avec les travailleurs en grève en précisant qu'ils ne sortiraient que quand ils auraient obtenu une réponse précise sur tous les points. C'est alors que la direction lâcha ses chiens de garde ; les gros cadres repoussèrent les grévistes à coups de pieds et à coups de poings se livrant à une véritable agression fasciste contre le personnel.

Le lendemain matin, vendredi, les grévistes dénonçaient la répression fasciste en passant dans tous les services de la boîte pour appeler les autres employés à débayer ; à 11 heures 15 alors que les sections syndicales prenaient la parole pour expliquer le déroulement de la lutte, les flics intervenaient à nouveau, se précipitant dans les escaliers de l'entreprise et arrêtant les militants actifs qui leur étaient désignés du doigt par le PDG et le chef du personnel.

Très rapidement la solidarité s'organisait : en une demi-heure plus d'un millier de personnes se retrouvaient dans la rue aux cris de : «Les flics hors des AGP ! A bas la répression !», «Libérez nos camarades !». Devant la détermination des employés des assurances du quartier venus manifester leur colère et leur haine, les flics étaient obligés de s'en aller et au même moment la direction annonçait qu'elle accordait «gracieusement» l'après-midi de vendredi comme congé exceptionnel. Mais le combat n'était pas terminé, à 13 heures une manifestation des travailleurs en lutte et de tous les employés du coin parcourait le quartier

pour protester contre l'agression fasciste des gros cadres et des flics.

LES DIRIGEANTS PCF VEULENT RÉCUPÉRER L'ACTION

La journée de vendredi a été une victoire car elle a démontré la solidarité active de tous les travailleurs des assurances avec les grévistes des AGP, et elle a fait très peur aux patrons qui ont pu ainsi se rendre compte que la lutte était loin d'être terminée. Lundi matin à 8 heures tous les travailleurs du quartier ont rendez-vous devant les AGP pour aider à continuer le combat et la grève avec occupation.

Toutefois au cours de cette journée, un certain nombre de faits marquants prouvant clairement les tentatives de récupération des révisionnistes se sont produits.

Comment se fait-il par exemple que des vendeurs de l'«Humanité dimanche» se soient retrouvés sur les lieux à peine 5 minutes après l'intervention des flics ? La réponse est simple : des militants révisionnistes du PCF ont prévenu leur organisation par téléphone avant même de prévenir les sections syndicales du quartier.

De plus l'intervention du PCF ne s'est pas limitée là : des employés de «l'Humanité» sont venus à partir de 11 heures 45 répandre leurs «conseils» sur la manière de continuer la lutte (en oubliant de préciser au passage qu'ils étaient employés à «l'Humanité»).

Enfin, à partir de 13 heures, de hauts responsables du service d'ordre du PCF, très connus pour leurs agressions social-fascistes contre les travailleurs révolutionnaires (notamment le 26 juin dernier contre le cortège du PCMLF et récemment contre les militants du FRAP le 29 septembre (voir photo) ont pratiquement pris la direction des opérations avec la bénédiction de cer-



Ce nervis, responsable du service d'ordre central du PCF, dirigeait les opérations contre les employés des AGP, comme il avait déjà dirigé les opérations d'agression fasciste contre le cortège du PCMLF et plus tard contre les militants du FRAP.

tains dirigeants révisionnistes du syndicat CGT des assurances.

Le désordre et les contradictions apparus lors de la manifestation ne sont dus qu'à ces «éléments extérieurs» (comme les révisionnistes le disent si bien !) venus là pour redorer le blason du PCF et pour récupérer le mouvement.

Parmi les travailleurs en grève une prise de conscience commence à avoir lieu : la nécessité que la grève et toutes les actions qui en découlent soient menées par eux seuls ! Le rejet de toute manipulation et en particulier des manipulations révisionnistes.

Plus que jamais la lutte continue jusqu'à satisfaction intégrale de toutes les revendications !

Correspondant H.R.

Note : Il reste quelques exemplaires du numéro spécial de «l'Humanité rouge» : «Manifestation historique du PCMLF, le 26 juin 1975». Passez vos commandes à «l'Humanité rouge».

Le 20 novembre à Poitiers :

Procès de quatre délégués de l'usine Blaireau de Châtelleraut

Suite à la lutte menée contre le chômage partiel où des cadres répressifs ont été séquestrés, quatre délégués du personnel CFDT-CGT sont inculpés au titre de la loi fascisante dite «anticasseurs».

Alors que les sections syndicales CFDT-CGT ont soutenu intégralement l'action des travailleurs de Blaireau, Sauvion (maire PCF de Nantrey, près de Châtelleraut) a déclaré au sujet de la séquestration des cadres : «Le soutien des élus (l) ne pourra être ferme, résolu et efficace que si les luttes conservent les formes légales et n'opposent pas une catégorie de travailleurs à l'autre ! Ces faux communistes font en effet un soutien particulier puisqu'il consiste à dénoncer les ouvriers en lutte pour leurs revendications. Ces ennemis des travailleurs font du chantage et font semblant de vouloir les soutenir.

Autre citation de ces faux amis : «Les responsables syndicaux ont tenté de convaincre les ouvriers de libérer les cadres mais n'ont pu obtenir cette libération immédiate. Il est donc anormal et illogique que les responsables soient rendus coupables de cette faute.»

Quelle est la situation ?

La section CGT a fait une lettre à la CGC qui a accusé les quatre délégués, où il est dit en parlant de la CGC : «Nous vous accusons de prendre des positions de collaboration de classe, qui vont à l'encontre des intérêts de tous les salariés y compris les cadres. Dans ce cas vous ne pouvez vous prétendre être les défenseurs des salariés, mais nous considérons plutôt que vous vous comportez en véritables valets du patronat pour exécuter ses basses besognes. Nous sommes prêts à vous rencontrer au nom de notre organisation le jour et l'heure que vous jugerez. Dans le cas contraire, nous ferons en sorte que tous les salariés aient connaissance de votre activité nocive que vous pratiquez et de votre collusion et de votre collaboration avec le CNPF.»

Voilà la vérité, n'en déplaise aux notables révisionnistes (PCF). Et un tract CFDT-CGT sera diffusé lundi dans toutes les entreprises de la région qui appelle à la mobilisation pour le procès (au Palais de justice de Poitiers) le jeudi 20 à 9 heures du matin.

PARIS-RHONE LYON : OCCUPATIONS ET GREVE ILLIMITÉE !

Les travailleurs de Paris-Rhône occupent leur usine et sont en grève illimitée depuis le 13-11-75 pour obtenir une augmentation égale pour tous de 250 F.

C'est une suite aux actions du 6-11-75 où les travailleurs ont occupé le couloir des bureaux pour se faire payer la journée de mercredi, mise en chômage suite à une grève de l'EDF. Ce jour-là, les dirigeants de la CGT ont dit aux travailleurs de rester à leur poste de travail plutôt que de se réunir pour envisager les formes d'actions.

Devant la mobilisation des travailleurs, ils se sont joints maintenant à la CFDT pour déclencher la grève ; néanmoins nous devons rester vigilants car pour le PCF dirigeant la CGT, le seul but, c'est de récupérer les luttes, mais de ne jamais faire aboutir les revendications.

Notre unité, notre volonté d'obtenir satisfaction, notre vigilance contre les manœuvres de division de la direction ou des dirigeants PCF dans la CGT, nous permettront de vaincre.

Unissons-nous contre les manœuvres de sape du PCF et de la direction !

Unissons-nous pour lutter, pour 250 F pour tous !

Les travailleurs de Paris-Rhône appellent à la création d'un comité de soutien.

L'enjeu du 24^e congrès de la Fédération CFDT d'EDF-GDF (18-21/11/75)

Le 24^e Congrès de la Fédération du Gaz et de l'Électricité CFDT, se tient du 18 au 21 novembre près de Lorient. Regroupant 22 000 adhérents, la fédération CFDT est la deuxième organisation syndicale à EDF-GDF (17 % aux élections), loin derrière la CGT (55 %), ce qui traduit encore la période où la CGT était l'organisation de classe des travailleurs.

Le rapport général, soumis par le Comité directeur fédéral sortant à la discussion des adhérents depuis trois mois, comporte trois parties : 30 mois d'action syndicale, c'est-à-dire un bilan d'activité : des objectifs mobilisateurs ; pour une pratique syndicale de classe et de masse. Il vise à définir une stratégie et une tactique offensives pour les trois années à venir afin de « tout faire pour provoquer l'adhésion consciente et massive des travailleurs à l'action collective pour faire aboutir leurs revendications immédiates et instaurer le socialisme autogestionnaire. »

A travers l'étude de ce rapport général d'une centaine de pages, apparaît clairement l'enjeu du 24^e Congrès : face à la trahison des dirigeants révisionnistes de la fédération CGT, trahison qui se manifeste au travers d'objectifs ne remettant nullement en cause le système capitaliste et d'une pratique syndicale de collaboration de classes, la fédération CFDT peut-elle devenir l'organisation syndicale de classe d'EDF-GDF ? Que cela concerne les objectifs ou la pratique syndicale, la CFDT parviendra-t-elle à élaborer une ligne résolument offensive, permettant au mouvement de masse de se développer, rejetant clairement le suivisme encore fréquent par rapport au révisionnisme ?

De ce point de vue, le rapport général comporte de nombreux aspects positifs mais aussi des ambiguïtés que le congrès devra

lever. Nous allons donc passer en revue les principaux points en débat :

1) L'unité d'action

Le rapport général précise « qu'elle n'est pas un but en soi, mais un moyen pour faire face au capitalisme et instaurer le socialisme autogestionnaire. Donc pas d'unité d'action en parole, pas d'unité d'action de communiqués, pas d'unité où nous serions des forces d'appoint, mais une recherche loyale des possibilités existantes, d'un changement de comportement, d'une politique orientée vers des objectifs réalisables en commun. Il est normal que cette unité d'action se réalise le plus souvent avec la CGT qui, comme nous, se situe sur le terrain de la lutte de classe. »

« Cela ne veut pas dire qu'elle soit plus facile. Il y a de nombreuses divergences entre les perspectives et la stratégie de la CGT et les nôtres, il y a des comportements également très différents, source de tension voire d'affrontements à certains moments. Cela ne veut pas dire non plus qu'il n'y ait pas de convergences possibles ; l'histoire récente des deux confédérations et de nos deux fédérations est là pour le démontrer et ce fut au bénéfice des travailleurs et aussi, pourquoi ne pas le dire, des deux organisations. »

Ce texte montre clairement que les responsables CFDT ne sont pas prêts à cautionner purement et simplement la ligne de la fédération CGT, qu'ils entendent avoir leur mot à dire, qu'ils ne veulent pas se contenter de suivre les initiatives des dirigeants révisionnistes. Mais on ménage aussi la chèvre et le chou : aucune analyse de la nature des divergences CGT-CFDT, de leur importance. Les deux stratégies seraient « sur le

terrain de la lutte de classe » et il suffirait de discuter, de négocier pour trouver des « compromis » profitables à tous et à chacun !

C'est ce que confirme le paragraphe suivant : « L'image de l'unité d'action que nous entendons pratiquer est celle que nous avons mise en pratique lors des Assises de St Ouen. Certes nous avons accepté un compromis, mais la CGT aussi. Nous n'avons pas caché nos divergences en matière de revendications et de conduite des luttes et après confrontation nous avons abouti à proposer une action... » Il faut rappeler que lors de ces assises regroupant 3 000 militants des deux fédérations, il y a un an, alors que le matin les délégués CFDT développaient des positions autonomes, entre autres pour des « augmentations égales pour tous », les dirigeants de la fédération CGT ont exigé que la séance de l'après-midi commence par une intervention de la fédération CFDT, exigeant que ses militants ne parlent plus que des « positions communes », c'est-à-dire de celles des révisionnistes, et que la fédération CFDT a accepté cette ingérence inadmissible.

Cette question de la juste appréciation du caractère fondamentalement bourgeois de la ligne des dirigeants de la CGT, de la tactique à employer pour ne pas être contraints au « suivisme » sous prétexte de rapport de forces, ou d'actions nécessaires, sera au centre du débat, d'autant que de plus en plus nombreux sont les militants CFDT qui rencontrent une volonté hégémonique, d'ingérence dans les affaires intérieures de la CFDT de la part des dirigeants révisionnistes, qui sont confrontés au social-fascisme et qui prennent conscience de la nature antagonique des lignes qui s'affrontent dans la classe ouvrière.

2) Les formes de lutte

Le rapport général décrit « les critères de choix de la lutte : favoriser la participation active des travailleurs ; permettre le développement du rapport de forces ; aboutir à terme à des résultats positifs et concrets ; favoriser l'extension du nombre de ceux qui s'engagent dans la lutte anticapitaliste. »

Mais c'est pour justifier les grèves de 24 heures, sans lendemain et qui ne débouchent sur aucun résultat : « Est-ce une attitude responsable que de déclarer contre les grèves de 24 heures ? N'est-ce pas entrer dans la stratégie du pouvoir qui vise à amener l'opinion publique à considérer les arrêts du travail comme inutiles et inefficaces ?... L'hostilité aux grèves de 24 heures ne se base-t-elle pas sur une réaction sentimentale que le militant se contente de transmettre ?... »

La définition de formes de lutte efficaces et mobilisatrices, capables de déboucher à la fois sur la satisfaction des revendications principales et sur l'élévation du niveau de conscience, sera un moment important du congrès. D'autant plus que la grève de 24 heures du 6 novembre, à l'initiative des fédérations CGT et CFDT, qui a connu une participation importante (75 % des travailleurs) du fait de l'aggravation des conditions de travail et de vie et de la combativité du personnel ne débouche que... sur une nouvelle grève de 24 heures le 27 novembre ! Les responsables de la fédération CFDT ont proposé qu'à partir du 27 la grève soit reconductible, mais les dirigeants de la fédération CGT n'ont pas voulu et les responsables CFDT se sont à nouveau inclinés sans rien dire...

(à suivre)

TOURAINES : L'OCCUPATION DE L'ENTREPRISE COFAL S.A. SE POURSUIT

200 PERSONNES ONT PARTICIPÉ A UN GALA DE SOUTIEN ORGANISÉ PAR LES OUVRIÈRES

Début octobre, le PDG de l'entreprise Cofal S.A., ancienne Confection lochoise, décidait de mettre la clef sous le paillasson. Le 9 du même mois, 18 ouvrières et le directeur technique, tous syndiqués CFDT, commençaient à occuper l'usine. D'une seule voix ils exigeaient : non au licenciement, non au démantèlement, réembauche de tous sur place, maintien des avantages acquis.

A Loches, on parle beaucoup des ouvrières de la Cofal. On s'informe sur leur lutte, sur leurs perspectives. La population manifeste un vif intérêt et une précieuse solidarité aux grévistes.

Le 7 novembre, les travailleuses avaient organisé à la salle des fêtes de Loches un gala de soutien à leur grève. Quelque 200 personnes y ont participé ainsi qu'une délégation des travailleurs de la champignonnière Blanchand. Un ouvrier venu de Lip a souligné l'importance du combat qui se mène à la Cofal. En dépit de leur petit nombre, a-t-il déclaré, les ouvrières ont osé s'opposer sans compromis aux licenciements qu'entraîne la fermeture de leur entreprise, c'est bien ici la seule voie juste, la voie de la lutte, la voie du refus de tout licenciement.

Aujourd'hui les ouvrières de la Cofal continuent d'occuper les locaux. Elles ont repris le travail, et produisent des sacs, des coussins, des animaux en peluche qu'elles vendent, sur les marchés et à la sortie des usines, à titre de soutien à leur juste lutte.

Les ouvrières sont décidées à tenir jusqu'au bout. Elles exigent d'être toutes reprises, sur place, et de toucher un salaire correspondant à leur qualification réelle. Récemment un patron s'est présenté comme acquiescent. Il proposait de prendre les travailleurs à



Les ouvrières ont organisé un gala de solidarité, elles y ont vendu les objets qu'elles fabriquent pour susciter le soutien financier à leur lutte (photo correspondant H.R.)

l'essai, précisant que par la suite il choisirait parmi elles les ouvrières qui lui convenaient. Pour les ouvrières, c'était inacceptable. Elles ont rejeté ce marchandage et leur combat continue de plus belle.

Article rédigé par notre correspondant avec les ouvrières de la Cofal

La nouvelle extrême gauche (9)

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France

La question décisive de l'existence, c'est-à-dire de l'activité d'un parti authentiquement communiste s'est trouvée posée dès 1963, quand la dégénérescence contre-révolutionnaire du Parti communiste français s'accéléra irrémédiablement.

Mao Tsé-toung a indiqué :

« Pour faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire. Sans un parti révolutionnaire, sans un parti fondé sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste et le style révolutionnaire marxiste-léniniste, il est impossible de conduire la classe ouvrière et les grandes masses populaires à la victoire dans leur lutte contre l'impérialisme et ses valets. »

C'est Karl Marx le premier qui découvrit que tout parti est représentatif des intérêts d'une classe sociale, et ce fut lui, avec Engels, qui enseigna la nécessité pour la classe ouvrière de disposer de son propre parti, indépendant de toutes les formations de la bourgeoisie.

Puis Lénine, à travers sa longue pratique d'édification du Parti bolchevik, découvrit et formula les principes idéologiques, théoriques, politiques et organisationnels d'un parti révolutionnaire prolétarien. Staline enfin, analysant l'œuvre de Lénine en la matière, formula la théorie du parti de type nouveau, le parti marxiste-léniniste.

Le Parti communiste chinois, fondé en juillet 1921 par un nombre infime de militants (dont Mao Tsé-toung), s'édifia à travers luttes, combats, guerres, révolution nationale démocratique, puis socialiste, enfin culturelle prolétarienne, dans le respect constant des enseignements et principes du marxisme-léninisme. Sans traiter des questions de l'armée et du front uni qu'il dirigea, indiquons aujourd'hui quels furent selon Mao lui-même les quatre caractères fondamentaux de ce parti de type nouveau :

« Un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant l'auto-critique et lié aux masses populaires. »

C'est par rapport à ces enseignements concrets que fut créé les 30 et 31 décembre 1967 le **Parti communiste marxiste-léniniste de France**.

LE PCMLF EST-IL UN PARTI MARXISTE-LÉNINISTE AUTHENTIQUE ?

Mais, depuis lors, nombre de militants, venus aux luttes révolutionnaires à l'occasion de la tempête de 1968 et n'ayant pas connu les durs affrontements contre les révisionnistes de 1963 à 1968, ont douté et doutent encore, pour certains, de la légitimité de la fondation du PCMLF par 104

délégués lors du congrès de Puyricard, dans les Bouches-du-Rhône.

Sans doute est-ce là poser une fausse question. La réalité de l'histoire fait en effet que ce congrès s'est tenu, qu'il fut préparé pendant quatre années, qu'il réunit des militants ouvriers et intellectuels désireux de se placer sur les positions de l'idéologie prolétarienne, qu'il désigna à l'unanimité un Comité central de 31 membres. Cette réalité, c'est encore que ce congrès fut attaqué par un commando envoyé par la direction du Parti « communiste » français, formé de 5 hommes armés de revolver, qu'ils tirèrent une dizaine de coups de feu sur des congressistes désarmés, en blessant un d'une balle au pied. Et c'est enfin que les Partis communistes albanais et chinois saluèrent avec enthousiasme la naissance du nouveau parti se réclamant du marxisme-léninisme.

Mieux, moins de six mois après sa naissance, ce parti fut déclaré dissous et rejeté dans l'illégalité, le 12 juin 1968, par le pouvoir de la bourgeoisie qu'avait affolé le printemps révolutionnaire de 1968. Les dirigeants du PCF étaient intervenus auprès du gouvernement pour exiger cette mesure arbitraire, qui constituait une violation de sa propre légalité par la bourgeoisie capitaliste !

Poser aujourd'hui la question de la légitimité du PCMLF en tant que parti révolutionnaire prolétarien, c'est poser une question idéaliste et tout à fait prématurée. C'est un peu comme si en 1925, en Chine, on avait demandé si le Parti né à Shanghai quatre ans plus tôt était le bon parti, était sûrement le parti qui allait conduire à la victoire de la révolution prolétarienne. Ce sont les masses qui font l'histoire, et ce sont les masses qui utiliseront ou n'utiliseront pas le PCMLF pour avancer jusqu'à la révolution prolétarienne.

Si ce parti suit une ligne idéologique et politique fondamentale juste, le critère de la pratique et donc les masses le consacreront inéluctablement. C'est là ce à quoi travaillent activement ses militants.

LE PCMLF A-T-IL AUJOURD'HUI UNE ACTIVITÉ ?

Oui, le PCMLF a une activité aujourd'hui, bien qu'il soit contraint à la clandestinité. Ses structures sont clandestines, mais ses militants interviennent, suivant les cas, de manière publique ou non. Tout dépend des conditions et des circonstances. Par exemple, il ne semble pas douteux que le PCMLF ait joué un rôle dirigeant dans certaines actions destinées à manifester la colère du peuple de France contre les crimes du régime fasciste

de Franco. De telles actions nécessitent, pour réussir, une préparation minutieuse entourée du maximum de précautions. Il n'est dès lors nullement surprenant que de telles actions soient demeurées clandestines. Par contre, quand ils sont sous la protection de la classe ouvrière et des masses populaires, notamment à l'intérieur des usines, il est fréquent que des militants du PCMLF agissent au grand jour, au nom de leur parti.

La question de la relation entre les activités publiques et clandestines est une question de rapport de forces entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie réactionnaire aidée par certains délateurs membres du faux Parti communiste français.

Mais n'est-ce pas justement une caractéristique historique de tous les partis authentiquement marxistes-léninistes d'avoir presque tout le temps agi en restant dans la clandestinité jusqu'aux plus proches moments de l'essor révolutionnaire ? N'est-ce pas le cas du Parti bolchevik, ou du Parti communiste chinois comme de plusieurs autres partis ?

Agissant concrètement dans le sens des quatre caractéristiques précisées par Mao Tsé-toung : discipline, théorie, autocritique, liaison aux masses, le PCMLF, même s'il n'est encore actuellement que dans le début de son adolescence, remplit les conditions permettant de le tenir pour un parti authentiquement marxiste-léniniste. Certains soulignent même qu'il joue un rôle moteur dans le processus d'unification en cours de tous les militants et de toutes les formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, pour la construction d'un parti marxiste-léniniste unique.

En tout cas, à son sujet, pour notre modeste part, nous entendons nous en tenir à ce sage conseil du grand dirigeant de la révolution chinoise :

« Il faut avoir confiance dans les masses ; il faut avoir confiance dans le parti : ce sont là deux principes fondamentaux. Si nous avons le moindre doute à cet égard, nous serons incapables d'accomplir quoi que ce soit. »

Sans pour autant les inciter à mépriser ou ignorer les autres formations qui se réclament de la même doctrine révolutionnaire et des mêmes objectifs que nous-mêmes, formations qui font partie intégrante de l'extrême-gauche, nous appelons tous nos lecteurs à accorder leur pleine confiance à ce parti de type nouveau que n'ont pu détruire ni les dirigeants du PCF, ni les politiciens de la bourgeoisie, le **Parti communiste marxiste-léniniste de France**.

A suivre.

Demain : la ligne politique du PCMLF



ANGOLA : Pressants appels de la Chine à l'unité

Le ministère chinois des Affaires étrangères, dans une déclaration publiée samedi soir, tout en saluant chaleureusement la proclamation du nouvel Etat angolais, a dénoncé les deux superpuissances et particulièrement l'Union soviétique responsable de la guerre civile qui secoue actuellement le pays.

Notant la proclamation, le 11 novembre, du nouvel Etat angolais le document, cité par l'agence Chine nouvelle, déclare :

«C'est une grande victoire remportée par le peuple angolais qui, avec le soutien des peuples d'Afrique et du monde entier, a mené pendant longtemps une lutte héroïque, et particulièrement une lutte armée depuis les années soixante contre le colonialisme portugais. Le gouvernement et le peuple chinois adressent leurs félicitations chaleureuses à l'occasion de cette victoire, au peuple et aux trois organisations angolaises de libération.»

«Mais, poursuit le document, il n'a pas été possible de former un gouvernement d'Union nationale, et une regrettable situation de division et de guerre civile est apparue en Angola après l'indépendance. Ceci est entièrement le résultat de la rivalité entre les deux superpuissances et particulièrement de l'expansion non déguisée et de la grossière ingérence de l'Union soviétique.»

La déclaration du ministère chinois des Affaires étrangères indique, d'autre part, que «les divergences entre les trois organisations angolaises de libération étaient

quelque chose de normal et auraient pu être aplanies à travers des consultations pacifiques sous la bannière de l'unité nationale sans ingérence extérieure».

Cependant, ajoute le document, «la direction soviétique a méconnu effrontément les divers accords conclus entre les trois organisations angolaises de libération avec l'encouragement de l'Organisation de l'unité africaine pour la consolidation de l'unité et la réalisation de l'indépendance sur une base commune.»

Le ministère chinois des Affaires étrangères accuse à juste titre l'URSS d'avoir «délibérément créé une division parmi les organisations de libération, envoyé d'importantes quantités d'armes, soutenu une seule organisation et impudiquement calomnié et attaqué les deux autres organisations, provoquant ainsi à elle toute seule, la guerre civile en Angola.»

«Le gouvernement et le peuple chinois ont toujours soutenu fermement le peuple angolais dans sa juste lutte pour l'indépendance nationale contre le colonialisme portugais, et espèrent sincèrement que les trois organisations angolaises de libération, prenant en considération les intérêts de la nation angolaise et la situation dans son ensemble, vont s'unir, aplanir leurs divergences, qu'elles s'opposent aux ennemis communs, élimineront l'immixtion et l'ingérence des superpuissances et travailleront ensemble pour établir un Angola uni et vraiment indépendant dans la concorde nationale», conclut le document.

«DOSSIER ITALIE» (1)

«L'Europe s'est remise en quête de SA Méditerranée» constatait récemment le géographe français Le Lannou, au moment même où d'autres déclaraient que «hors de Méditerranée, point de salut» et que l'on débat de la nécessité, pour défendre l'indépendance européenne, de construire le fameux axe Nord-Sud.

«56, Budapest - 68, Prague - 70, Santiago-du-Chili - 74, Lisbonne. Ou'est-ce qui nous attend ?» interrogeaient les affiches de la démocratie chrétienne lors des dernières élections. «L'Italie n'est-elle pas arrivée au moment où les équipes au pouvoir ne peuvent plus éluder la réalisation de la «résolution promise», écrivait le spécialiste du «Monde», J. Nobécourt.

Au même titre que la Grèce, puis le Portugal et l'Espagne, l'enjeu est considérable et les deux superpuissances ne s'y trompent pas. La flotte US en Méditerranée s'ancre régulièrement, et massivement, dans les ports italiens. Dans un article du 25 octobre, «l'Unità», organe du Parti communiste, affirmait que le commandant local de l'OTAN avait proposé une aide financière au nouveau maire révisionniste de Naples. Dans le même temps, l'ambassade de l'URSS, qui avait déjà, après la France et la Suisse, le plus fort pourcentage d'agents du KGB (74 sur un total de 168 employés), renforce le nombre de ses attachés militaires et de ses attachés commerciaux. Enfin G. Leone,

président de la République, et sa femme sont invités par le présidium du soviet suprême de l'URSS.

Et ceci dans une situation intérieure marquée par une crise économique grave, accentuée par les inégalités régionales, entraînant tous les jours l'augmentation du chômage. Hier, Montedison annonçait la «programmation» de 7 000 licenciements dans le textile. Puis c'était Leyland-Innocenti qui menaçait de la fermeture de ses usines si les syndicats n'acceptaient pas 1 500 licenciements et une réduction de 25 % des coûts salariaux. Dès juillet, Naples avait le 1/4 de sa population sans travail !

Dans le même temps, attentats, rapt, scandales — des milieux financiers, politiques — se multiplient. La tentative du coup d'Etat fasciste de 1970, suivie de toute une série de complots jusqu'en août 1974, suscite encore des remous et un certain nombre d'hommes politiques craignent la réouverture des archives de la République. Parallèlement, le thème de l'impuissance des pouvoirs publics inspire le message exceptionnel de G. Leone au parlement (15 octobre).

Situation marquée enfin par les élections du 15 juin qui renouvelaient 15 gouvernements provinciaux, les conseils provinciaux et municipaux et dans lesquelles le PCI passait de 28 à 33 % des suffrages, alors que

GREVES EN CISJORDANIE

Les grèves se poursuivent dans les villes de Ramallah, Naplouse et Djenine (Cisjordanie occupée) et les magasins sont fermés dans la plupart des localités cisjordanaises en signe de protestation contre le projet israélien de créer une administration autonome en Cisjordanie, indique samedi l'agence palestinienne d'informations «Wafa».

«Wafa» ajoute que les autorités d'occupation israéliennes ont renforcé leurs contingents en Cisjordanie et augmenté le nombre de patrouilles mobiles et les barrages de contrôle en raison de la situation qui prévaut en Cisjordanie.

□

SAHARA OCCIDENTAL : APPEL DU FRONT POLISARIO A L'O.N.U.

Alger, 15 novembre (AFP).

Dans une conférence de presse donnée samedi soir à Alger, le secrétaire général du F. POLISARIO, M. Ouali, a demandé à l'ONU d'envoyer «immédiatement» une mission d'observateurs, chargés de «constater l'agression marocaine qui continue sous la forme d'une invasion militaire ouverte dans le nord-est du Sahara occidental déjà libéré» des forces espagnoles.

Le secrétaire général du F. POLISARIO a d'autre part déclaré que l'accord tripartite conclu la veille à Madrid entre le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne est «nul et non avenue» et que son mouvement le considère comme un «acte d'agression et de brigandage».

Il a enfin rappelé en substance :

— Toute solution qui ne respecte pas la volonté du peuple saharoui est un «coup d'épée dans l'eau».

— Pour respecter «l'esprit des résolutions de l'ONU» les parties concernées ne peuvent pas se substituer à la volonté du peuple saharoui.

— Parties concernées (Espagne, Maroc, Mauritanie) et partie intéressée (Algérie) ne doivent pas être dissociées dans la recherche d'une solution au problème.

— Toute autre démarche constitue une «menace à la paix dans la région».

la démocratie-chrétienne baissait de 38 à 35 %.

Mais on ne peut schématiser en quelques lignes toute la complexité du «contexte italien». Alors qu'une analyse plus fine et riche d'enseignements devrait nous permettre, notamment, de cerner les «divergences» entre le PCI et ses homologues européens, PCP et (nous y sommes directement intéressés !) PCF notamment. Ne s'agit-il pas, en fait, de tactiques différentes, correspondant à des situations différentes, mais ayant le même objectif ?

Une réponse en quelques lignes n'est pas possible. C'est pourquoi nous ouvrons ce «dossier Italie», élaboré autour d'une série d'articles où nous examinerons successivement : les forces en présence, syndicales et politiques, mouvements de masse ; les luttes ouvrières et populaires (bataille des conventions, mais aussi «autoréduction», luttes sur les quartiers et les communes) ; la stratégie du PCI ; la nécessité de la lutte contre le révisionnisme et les difficultés de cette lutte.

(A suivre)

LES SUITES DU VOYAGE DE GISCARD EN URSS

L'INDEPENDANCE VAUT-ELLE 2,5 MILLIARDS ?

Un des aspects de la tactique du social-impérialisme soviétique est de se lier les économies capitalistes occidentales par tout un réseau de traités économiques et de coopération technique.

Dans le même temps où Giscard était bafoué, un Tupolev spécial venait en France chercher Paul Richard, PDG de la Thomson-CSF, et le promenait partout en URSS pendant une dizaine de jours, deux aspects d'une même politique d'hégémonie.

Cinq nouveaux contrats ont été signés lors de la visite présidentielle pour une valeur globale de 2,5 milliards de francs : hôtels de prestige pour les Jeux olympiques de 1980 à Moscou, usines chimiques, usines de circuits intégrés, centraux téléphoniques, construction d'un aéroport, recherche de pétrole offshore dans la mer de Barentz, etc... beaucoup de gros sous en jeu.

Les échanges se monteront à 8 milliards pour l'année 1975 (6 milliards en 1974) avec des projets alléchants pour les capitalistes qui s'élevaient dans un proche avenir à 30 milliards de francs lourds.

Donc les «coups de froid» de Moscou n'ont pas nui à la bonne marche des affaires. Mais ces affaires comme toutes les affaires capitalistes ont des relents sinistres, celle-ci plus que toute autre.

Les entreprises les plus importantes de l'économie capitaliste française se sont enga-

L'URSS se présente donc comme un marché alléchant pour les capitalistes occidentaux. Le social-impérialisme les met ainsi en concurrence, affaiblit d'autant leur tendance à l'unité et accroît leur dépendance à son égard.

gées vis-à-vis du social-impérialisme : Renault, Rhône-Poulenc, Elf-Erap, Speichim, Vallourec, Creusot Loire, CSF-Thomson, CGE, BSN-SODETEG, Pechiney-Ugine-Kuhlman, pour n'en citer que quelques-unes.

Pièces maîtresses de l'économie capitaliste française, la bourgeoisie les appelle ses industries de pointe. Certaines l'ont partie également des secteurs les plus déterminants de l'industrie lourde. Elles sont toutes grosses consommatrices d'énergie importée pour 80 %. Six des dix premières entreprises françaises exportatrices ont signé avec Moscou des contrats à long terme pour des milliards. Les autres entrent dans le club des cent premières exportatrices. La part de leur chiffre d'affaires à l'exportation est très élevée dans le chiffre d'affaires total (40 % pour Creusot-Loire). Autrement dit les profits de ces entreprises sont étroitement dépendants de leurs activités exportatrices. Ce sont ces industries auxquelles le social-impérialisme russe s'intéresse tout particulièrement. Il n'en va pas de même pour toutes les industries. Ainsi, les contrats, habituellement renouvelés avec l'industrie française de la chaussure allant de 100 à 250 millions de francs, ne le sont toujours pas cette année, au moment même où les pays de l'Est pratiquent le dumping en vendant à perte des chaussures en France !

«FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE»

DES LUTTES SE PRÉPARENT

Partout, en France, au sein des écoles et des centres de formation des différentes branches du secteur sanitaire et social, des mouvements se créent pour revendiquer de meilleures conditions de travail et d'études.

L'école de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) en particulier analyse la situation et élabore une plateforme de revendications.

L'élève-infirmier, sur ses lieux de stage face à des services où le manque de personnel est devenu une habitude, sert de personnel d'appoint gratuitement.

Peu de moyens financiers sont mis à sa disposition pour lui permettre de poursuivre de bonnes études et l'obligent à travailler pendant les nuits ou les week-ends. Les bourses d'études sont rares et insuffisantes ; l'hôpital lie l'élève si celui-ci prend un contrat.

Les élèves n'ont pas le droit syndical et ne sont consultés pour aucune décision ayant trait à leur formation.

L'élève-infirmier, s'il doit servir la «santé», n'a droit qu'à 15 jours de maladie (10 jours ouvrables avec certificat médical) durant ses 28 mois d'études.

Il ne peut s'appuyer sur aucun statut pour défense de ses droits.

En conséquence, les différentes promotions, conscientes de l'exploitation que subissent les élèves-infirmiers stagiaires, présentent une plateforme de revendications comprenant : une indemnisation durant les 28 mois financée par le ministère, sans contrat ni engagement (il y a encore controverse sur l'équivalence au SMIC mais unité sur la nécessité de l'indemnisation du travail rendu) :

- une garantie d'une formation réelle, excluant tout remplacement de professionnels absents ;
- droit syndical dans l'école et les lieux de stage ;
- droits conventionnels aux congés de maladie et de maternité.

Tous ces points constituant le statut de l'infirmier en formation, en gardant les acquis du programme d'études actuel.

Les élèves de Montfermeil contactent et discutent avec des élèves d'autres écoles de la région (Meaux, Villepinte, Saint-Denis) afin de parvenir à une action unitaire régionale, puis nationale.

Une élève-infirmière de Montfermeil

la Fauçille

AU SOMMAIRE DU No DE NOVEMBRE

«Calamités naturelles» et exploitation capitaliste en agriculture. — Plan de relance : des miettes pour les paysans. — Enquête : les salariés agricoles de la région beauceronne. — De retour de Chine : interview d'un paysan révolutionnaire. — Notes de voyage au Portugal. — U.S.A. : victoire pour les UFW, syndicat des ouvriers agricoles. — Effondrement de l'agriculture soviétique. — Un article de «La Terre».

Passez vos commandes à l'Humanité rouge,
BP 293, Paris cédex 18. Prix du No : 2,50F.

SECTION COMMUNALES DE L'U.L. CFDT :

ON LICENCIE A LA MAIRIE "SOCIALISTE" DE LIVRY-GARGAN

Eh oui ! Même dans les mairies se disant «socialistes» on se permet de licencier !

Par exemple, au centre culturel, on licencie un agent d'accueil qui remplissait les fonctions de directeur-adjoint, ayant un salaire de 1 000 F pour 30 heures hebdomadaires, en lui reprochant «de ne pas assurer ses fonctions dans des conditions satisfaisantes» (à une délégation des communaux CFDT qui demandait les motifs du licenciement, le maire-adjoint répond «les prétextes on les trouvera»).

De plus, la procédure de licenciement n'est pas respectée.

- Lettre de licenciement du 24 septembre pour prévenir le travailleur qu'il est licencié à dater du 1^{er} septembre (incroyable mais vrai).

- Refus de payer le mois de préavis, 30 jours.

- Refus de payer les jours de septembre, 21 jours.

- Refus de verser les congés payés, 14 jours.

- La municipalité lui doit, au minimum 65 jours.

Ce n'est pas un fait nouveau, les exemples sont nombreux sur notre département où les municipalités soi-disant «socialistes»

ou «communistes» se comportent de la même manière que le patronat : récemment à Montfermeil, 7 moniteurs de centres aérés ont été licenciés par la mairie.

Pour nous, organisation syndicale, notre but est de défendre les intérêts des travailleurs quelle que soit la collaboration politique des patrons.

Mais les travailleurs ne se laisseront pas faire et savent que rien ne s'obtient sans lutter.

Union locale CFDT
Section communaux CFDT
de Livry-Gargan



sur le front culturel

Le Theatre de l'Aquarium joue "AH Q" de Lou Sin (2)

AH Q A L'ORDRE DU JOUR

Le cas «Ah Q» est à l'ordre du jour. En Chine populaire, la révolution culturelle prolétarienne, déclenchée en 1966, avait pour but de faire disparaître la mentalité Ah Q parmi le peuple. De même la lutte contre les idées réactionnaires de Confucius est celle de millions de travailleurs chinois et de leur Parti communiste contre toute tentative de restauration du pouvoir de la bourgeoisie dans leur pays. Car pour le peuple, il ne suffit pas d'être au pouvoir économique, militaire ou politique pour se débarrasser du capitalisme, il lui faut aussi diriger dans le domaine idéologique. C'est une bataille contre l'idéologie réactionnaire féodale et bourgeoise mais aussi contre ceux qui s'inspirent de cette idéologie : les faux marxistes et les faux communistes. Ce sont les renégats du mouvement communiste tels Liou Chao-chi ou Lin Piao (qui prônait la mentalité «Ah Q» pour le peuple : «Même si nous échouons, faisons preuve de vertu»), qu'il faut combattre.

Leurs frères jumeaux, les Brejnev, les Marchais et les Séguy, sont ceux qui trahissent et dévoient les luttes de la classe ouvrière en se faisant les représentants zélés de notre pire ennemie, la bourgeoisie capitaliste.

Ce n'est pas un hasard, si la troupe de l'Aquarium a été attirée par le phénomène «Ah Q» quelques années après mai 68. C'est mai 68 qui a montré au grand jour pour beaucoup la trahison des faux communistes Marchais et Séguy et que sans lutter contre l'idéologie bourgeoise dans nos têtes la lutte de classe échouait.

Là est le caractère universel du phénomène Ah Q et nous devons en tirer des leçons. Le travail de l'Aquarium pour la pièce s'inscrit dans cette tâche et par là-même cherche à s'adresser directement à notre peuple, car la pièce concerne le peuple travailleur et c'est une très bonne chose.

A ce titre, on peut faire quelques remarques critiques sur la pièce. Il nous semble que certains obstacles empêchent la pièce de jouer ce rôle. L'adaptation trop «proche» de la nouvelle de Lou Sin s'interdit de prendre une distance suffisante pour montrer l'intérêt universel du thème abordé dans la pièce et les enseignements qu'il apporte pour nous et nos luttes. Un certain nombre de références historiques, sociales, économi-



ques, politiques et culturelles passent complètement inaperçues pour le spectateur non averti.

On peut regretter également que la dimension satirique des nouvelles de Lou Sin fasse en partie défaut dans l'adaptation et soit plutôt utilisée d'une manière un peu formelle et esthétique (qui rend la compréhension de la pièce un peu difficile) alors que pour Lou Sin elle n'était pas un effet de style mais une arme de combat nécessaire. A ce propos, saluons le remarquable travail des acteurs — en particulier celui de Jean-Louis Benoît dans le rôle de Ah Q — qui cherche à combler cette lacune. Cette utilisation un peu formelle de la satire conduit à développer des aspects qui n'apparaissent pas dans la nouvelle (le passage de la mouche avec Ah Q) et qui, en montrant le caractère individuel d'Ah Q, semble vouloir dire que la mentalité «Ah Q» est dans la nature humaine, alors que ce n'est qu'un phénomène de la domination des classes réactionnaires sur le peuple.

Avec un véritable travail de création à partir d'une œuvre sans doute difficile à matérialiser

au théâtre, la troupe de l'Aquarium s'est inspirée de l'esprit et des idées corrosives de Lou Sin face à l'idéologie bourgeoise et réactionnaire. Il est souhaitable que cette troupe persévère dans cet esprit et s'adresse aux larges masses, sans crainte d'aller à contre courant et tout en cherchant toujours plus la meilleure façon de se faire comprendre.

Une pièce un peu difficile mais à voir et sans doute à revoir plusieurs fois.

FIN

N.B. : Signalons l'excellente exposition des amitiés franco-chinoises réalisée à l'occasion de la pièce et exposée à la Cartoucherie.

CARTOUCHERIE. Route de la Pyramide, métro Château de Vincennes, prendre l'autobus 306 à la gare routière, quai C, et descendre à «Route du champ de manœuvres».

Coproduction : théâtre national de Strasbourg. Prix des places : individuels, 20,00 F — collectivités, 15,00 F. Location : tél. 808-99-61.

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : PRENOM :
 AGE : PROFESSION :

ADRESSE :

SIGNATURE :

BULLETIN D'ABONNEMENT (Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM

PRENOM

ADRESSE

	Pl ouvert	<input type="checkbox"/> 32 F	Pl fermé	<input type="checkbox"/> 60 F
1 mois		<input type="checkbox"/> 95 F		<input type="checkbox"/> 180 F
3 mois		<input type="checkbox"/> 190 F		<input type="checkbox"/> 360 F
6 mois		<input type="checkbox"/> 300 F		<input type="checkbox"/> 500 F
Soutien		<input type="checkbox"/> 300 F		<input type="checkbox"/> 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 43,9 m

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

TIRANA

" LE SIONISME NIE L'EXISTENCE DE NOTRE PEUPLE "

«Aujourd'hui les Nations-Unies, comme vous le savez, ont adopté plusieurs résolutions. L'une des plus importantes assimilant le sionisme à une forme de racisme et de discrimination raciale. Quel tollé en occident ! On nous accuse d'antisémitisme, on nous accuse d'hypocrisie, on nous accuse de vouloir répéter encore une fois les massacres commis jadis ici en Europe. Mais jamais les peuples arabes, jamais le peuple palestinien n'ont commis de tels massacres et ceux qui s'indignent aujourd'hui il faut qu'ils se rappellent que ces massacres ont eu lieu en Europe et pas dans le monde arabe. Quand les Juifs, persécutés en Europe, sont venus dans les pays arabes, ils ont été accueillis à bras ouverts.

Il y a des gens ici en Europe qui ne sont pas convaincus que le sionisme est une forme de racisme. Notre rôle est de les aider. Ils ne sont pas tous sionistes, ils ne sont pas tous des agents de l'impérialisme, mais à cause de ceux qui détiennent les mass-média on leur cache la vérité. Pourquoi les Nations-Unies ont-elles adopté cette résolution ? En France, comme ailleurs en Europe aucun journal n'a publié le texte intégral de la résolution ; si vous permettez je voudrais vous donner quelques points de cette résolution. La commission sociale, culturelle, humanitaire dépendant des Nations-Unies quand elle a avancé cette résolution, parlait des anciennes résolutions de l'Assemblée générale, telle la résolution de la 29^e Assemblée générale des

Nations-Unies qui a condamné déjà l'année dernière les liens étroits entre le régime sioniste et le régime raciste d'Afrique du Sud, l'apartheid. Dans la même résolution, on parle de la condamnation à la Conférence internationale de la femme à Mexico de toutes les idéologies racistes, le néo-colonialisme, l'apartheid, le sionisme. Cette résolution parlait également des décisions prises à l'unanimité à Kumpala dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine. Donc, il y avait une décision internationale. Il n'y a pas de chantage pétrolier de la part des Arabes, il n'y a pas des Palestiniens terroristes qui ont terrorisé les Nations-Unies. Mais la communauté internationale est de plus en plus consciente des crimes commis par les sionistes en Palestine occupée. Voyons. Depuis le début de ce siècle les sionistes ont dit : la Palestine, c'est une terre sans peuple pour un peuple sans terre. Y a-t-il un racisme plus aveugle que celui qui nie complètement l'existence d'un peuple tout entier ? C'est cela le racisme du sionisme.

Les sionistes étaient liés aux forces impérialistes, c'est avec l'impérialisme britannique qu'ils sont venus en Palestine, ils se sont installés là-bas grâce à ses efforts. Et après la 2^e Guerre mondiale, ils se sont appuyés sur l'impérialisme américain. En 1948, quand on a mis fin à l'Etat palestinien, quand on a dispersé, déraciné, expulsé le peuple palestinien, est-ce que c'est rien cela ? Après 1948 les sionistes ont recouru à la politique des

châtiments collectifs, des expulsions, du dynamitage des maisons. Les Palestiniens vivant en Palestine occupée n'ont jamais eu le droit de s'organiser d'une façon indépendante ; pas une seule organisation syndicale, politique, culturelle, économique pour notre peuple à l'intérieur. C'est cela le sionisme.

Les lois d'urgence héritées du mandat britannique sont aujourd'hui encore appliquées contre le peuple palestinien dans les territoires occupés.

Voyons quelle est la pratique des sionistes à l'égard des Juifs eux-mêmes, notamment la communauté juive orientale. En Palestine il y a trois catégories de citoyens. Les Juifs européens qui détiennent le savoir, le pouvoir, l'armée, l'administration, ceux qui sont le plus liés aux forces impérialistes. Il y a une deuxième catégorie de citoyens : les Juifs orientaux. Ce sont les Panthères noires qui ont manifesté à Tel-Aviv et Jérusalem, c'est la communauté marocaine juive venant du Maroc. Les sionistes ont déplacé 800 000 Arabes par des complots, en mettant par exemple des bombes dans les synagogues de Bagdad ils ont organisé le voyage de 100 000 Juifs irakiens en Palestine occupée. Ces Arabes, juifs, sont des citoyens de second ordre. Et en troisième ordre vient notre peuple en territoire occupé.

L'Etat sioniste maintient des relations très étroites avec des régimes comme l'Afrique du Sud. Ygal Allon en est originaire, il a amené avec lui toute l'expérience du racisme et il l'applique aujourd'hui contre le peuple palestinien et contre les Juifs orientaux.

Ezzedine Kalak devait déclarer encore : «Oui, aux Nations-Unies, le rapport de forces a changé et c'est grâce à la lutte de tous les peuples.»

REPRÉSENTANTE DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE DE BEYROUTH :

Une juive accuse le sionisme

«Je parle en tant qu'arabe libanaise de la communauté juive de Beyrouth.

«Le sionisme et son armée d'agression, Israël, sont des instruments perfectionnés du racisme et de l'impérialisme.»

Ici l'oratrice rappelle les liens entre les dirigeants sionistes et les nazis pendant la 2^e guerre mondiale.

«L'Histoire nous a prouvé que les sionistes se portent très mal quand les Juifs se portent bien. C'est ce qui explique les bombes lancées par des agents sionistes dans les quartiers juifs des pays arabes. En Irak un homme fut arrêté, jugé et emprisonné pour cela. L'opinion internationale prendra conscience de ce fait : les Juifs se portent d'autant mieux que le sionisme se porte plus mal. La participation au combat des juifs antisionistes à la juste cause du peuple palestinien confirmera de plus en plus la justesse de ce fait. Durant ces dernières semaines de combat à Beyrouth, le quartier juif comme beaucoup d'autres quartiers s'est trouvé coupé de vivres. Les équipes de secours de l'OLP sont arrivées dans le secteur et ont envoyé de l'approvisionnement. Le chef de la communauté juive a envoyé un message de remerciement à Yasser Arafat. Les habitants du quartier ont été très touchés par ce geste de la Révolution et une femme du quartier a déclaré à une équipe de journalistes : «Les vivres nous sont arrivés à un moment critique et vital mais le plus important c'est que cette initiative nous soit venue de la Résistance. Nous sentons qu'elle est consciente de la situation, qu'elle la partage et se tient à nos côtés. Cela nous touche et nous reconforte.»

Un commerçant a déclaré de son côté : «Je tiens à dire une chose, je suis pour la laïcité, pour la laïcité au Liban et en Palestine.»

Dès aujourd'hui la Révolution palestinienne traduit ses paroles en actes : la Palestine démocratique est un combat quotidien sur toute parcelle de la patrie arabe. Ce combat est le garant de la Palestine de demain où toute personne possèdera les mêmes droits et les mêmes devoirs. La stratégie de l'OLP est la création d'un Etat démocratique sur toute la patrie palestinienne et considère les arabes juifs et tous les juifs qui se détacheront du sionisme comme une des composantes essentielles de la Palestine qui se construira ensemble et dans la lutte.

C'est le sens du salut révolutionnaire lancé par Yasser Arafat de la tribune de l'ONU aux militants juifs, chrétiens et musulmans, pour la Palestine libre et démocratique actuellement emprisonnés, c'est le sens du combat de ces fedayine juifs aux côtés de leurs frères palestiniens qui ont célébré avec une haute compréhension de la réalité le 27^e anniversaire de l'Etat sioniste en faisant sauter une de ses usines d'armements en plein cœur d'Israël : Tel-Aviv. C'est le sens du combat de milliers de Palestiniens et Palestiniennes emprisonnés et torturés dans les prisons israéliennes et dont la volonté de lutte est inébranlable, c'est le sens et la raison du combat de milliers de fedayine dans le maquis palestinien qui tracent avec leur sang la voie de la libération du joug sioniste, la voie de la paix contre celle de l'agression, la voie de la générosité et de la fraternité contre celle de l'usurpation et de la rapacité, la voie de l'amour du peuple contre celle de la haine de tous les peuples qui est celle du sionisme, et pour conclure : c'est le sens aussi de la lutte du peuple libanais et du peuple palestinien contre le fascisme et l'impérialisme.

UN OUVRIER EST MORT...

Un ouvrier est mort parce qu'un patron, dénommé Planche, l'avait fait travailler sans sécurité. Quelques mois plus tôt un autre ouvrier était déjà mort à cause des mauvaises conditions de sécurité. Planche n'avait été condamné qu'à une amende dérisoire. Cette fois-ci, un juge d'instruction inculpe le patron d'homicide involontaire et le fait incarcérer. Aussitôt une vaste campagne s'engage pour défendre la «victime». Pas l'ouvrier mort, bien sûr, mais le patron responsable de sa mort. Dans cette société, il est normal que les ouvriers meurent dans les usines et sur les chantiers, qu'ils aillent en prison pour un oui ou un non, mais qu'un patron aille en prison et alors ceux de sa classe crient au scandale. C'est ainsi que le CNPF parle de «machination politique» parce que pour une fois un patron ne s'en tire pas par une simple amende.

Le député maire de Moulins déclare quant à lui qu'il «encouragerait le patronat français à manifester sa solidarité avec M. Jean Planche» et parle du «comportement de certains juges orientés politiquement».

Pour couronner le tout on nous parle de manifestations des ouvriers de l'entreprise au cri de «Nous voulons notre patron». Mais on ne nous dit pas que ces «manifestants» étaient pour l'essentiel des travailleurs immigrés amenés là de force.

Soyons sûrs que les jours qui viennent vont voir se multiplier les pressions pour la libération du patron criminel, comme ce fut déjà le cas il y a quelque temps lorsque le juge De-Charrette avait fait incarcérer un autre patron responsable de la mort d'un ouvrier.